



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ÉNERGIE, NUMÉRIQUE, TRANSPORT, SANTÉ...

N° 2023-25 du 23 juin 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et la Chine poursuivent la reprise de leur dialogue bilatéral
2. Les États-Unis et l'Inde annoncent la résolution de plusieurs différends commerciaux
3. La Chambre des représentants adopte la proposition approuvant l'accord commercial avec Taiwan

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie annonce l'octroi de 135 M\$ pour 40 projets de décarbonation de l'industrie
5. L'administration fédérale investit 77 M\$ pour moderniser le réseau électrique à travers le pays

Transport et infrastructure

6. Amtrak publie son dernier rapport annuel sur le développement durable
7. Le Secrétaire américain aux Transports P. Buttigieg aborde la chaîne d'approvisionnement et la loi sur les infrastructures

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA autorise deux entreprises à commercialiser de la viande *in vitro*

Numérique et innovation

9. Les réflexions politiques autour de l'IA continuent de progresser aux États-Unis

Santé

10. PhRMA s'associe à des groupes de patients et de fournisseurs pour poursuivre l'administration Biden au sujet des négociations sur les médicaments
11. Cinq enseignements majeurs ont été établis lors d'un sommet organisé par Politico consacré aux enjeux en matière de santé aux États-Unis

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et la Chine poursuivent la reprise de leur dialogue bilatéral

Le Secrétaire d'État américain A. Blinken s'est rendu à Pékin les 18 et 19 juin, après que sa visite initialement prévue en février dernier a été annulée à la suite de la découverte d'un ballon chinois survolant le territoire américain. Dans le cadre de ce déplacement en Chine, le premier d'un Secrétaire d'État américain depuis près de cinq ans, A. Blinken s'est entretenu avec son homologue Qin Gang, le Directeur du bureau central des affaires étrangères Wang Yi et le président chinois Xi Jinping.

Si les deux parties ont salué devant la presse les progrès réalisés afin de stabiliser leurs relations bilatérales, la Chine a [estimé](#) dans un communiqué que celles-ci étaient « à un point bas ». A. Blinken a [rappelé](#) que de nombreux points de désaccords subsistaient entre les deux pays, notamment concernant Taïwan, les États-Unis s'opposant à tout changement du *statu quo*. Le président J. Biden a de son côté [estimé](#), à l'occasion d'une réception le 20 juin avec des donateurs du Parti démocrate, que le comportement du président Xi Jinping était semblable à celui de « dictateurs ».

Ces déclarations interviennent dans un contexte de défiance croissante au Congrès à l'égard de la Chine, où plusieurs sénateurs et représentants, essentiellement républicains, ont émis des doutes concernant l'opportunité de rétablir le dialogue avec Pékin et insisté sur la nécessité de rétablir un équilibre sur le plan commercial avec la Chine. Deux membres du Comité des Finances au Sénat, B. Cassidy (R-Louisiane) et T. Baldwin (D-Winsconsin), ont dans ce contexte [introduit](#) le 14 juin une proposition de loi visant à retirer à la Chine le bénéfice du seuil dit « *de minimis* », actuellement fixé à \$800 et en deçà duquel les biens importés aux États-Unis sont exemptés de droits de douane.

2. Les États-Unis et l'Inde annoncent la résolution de plusieurs différends commerciaux

Dans le cadre de sa visite officielle aux États-Unis, le Premier ministre indien N. Modi a été reçu par J. Biden à la Maison-Blanche le 22 juin. À l'issue de leur entretien, les deux chefs d'état ont tenu une [conférence de presse](#) au cours de laquelle le Président Biden a souligné que les échanges commerciaux entre l'Inde et les États-Unis avaient « presque doublé en dix ans, pour atteindre 191 Md\$ ». Le Premier ministre N. Modi a quant à lui souligné que les États-Unis étaient le premier partenaire commercial de l'Inde.

Les deux chefs d'état ont publié une [déclaration conjointe](#) détaillant deux aires de coopération dans le domaine économique :

(i) les nouvelles technologies, avec l'Initiative pour les technologies émergentes critiques *Initiative for critical emerging technology* (ICET) lancée en janvier 2023, le Memorandum d'accord sur les chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs conclu en mars [voir [Flash Accents du 17 mars 2023](#)], l'annonce du lancement de deux « task force » dédiées aux télécommunications, d'un mécanisme de coordination États-Unis-Inde sur l'informatique quantique, et le renforcement de la coopération pour le développement d'une intelligence artificielle de confiance ;

(ii) la transition énergétique, avec le lancement d'une Plateforme d'action sur les technologies renouvelables émergentes, un travail commun en vue de réduire le coût de l'hydrogène, soutenir l'électrification des transports, et l'annonce de l'accueil de l'Inde au sein du Partenariat sur la sécurité minérale (*Mineral Security Partnership*, MSP) lancé en juin 2022.

Dans le domaine commercial, le bureau de la Représentante au commerce américaine (USTR) a de son côté [annoncé](#) le 22 juin la résolution de six différends commerciaux entre l'Inde et les États-Unis à l'OMC, dont celui portant sur les droits additionnels imposés par l'administration Trump sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance d'Inde - l'Inde annonçant en retour qu'elle mettait fin à ses mesures de rétorsion sur les importations de produits américains, notamment agricoles. Cette annonce est intervenue alors que le Congrès américain avait pressé l'Administration, dans une [lettre](#) en date du 21 juin, de résoudre les problèmes persistants d'accès au marché indien dans les secteurs de l'agriculture, du commerce numérique, et de la propriété intellectuelle.

3. La Chambre des représentants adopte la proposition approuvant l'accord commercial avec Taïwan

La Chambre des représentants a [adopté](#) le 21 juin à l'unanimité la proposition de loi relative aux négociations commerciales avec Taïwan, approuvée la semaine dernière par la Commission des voies et moyens de la Chambre [voir [Flash Accents du 16 juin 2023](#)]. Cette proposition prévoit l'approbation de l'accord commercial conclu le 1^{er} juin entre l'administration Biden et Taïwan (portant notamment sur la facilitation des échanges, les questions douanières et la lutte contre la corruption) et sollicite une consultation des

membres du Congrès pour les prochaines étapes de négociation entre les deux parties, dans leur « initiative sur le commerce du 21^{ème} siècle ». Cette proposition est également [soutenue](#) par le *leadership* de la Commission des finances du Sénat, qui devrait prochainement examiner le texte.

La volonté manifestée par le Congrès de faire valoir son autorité dans le cadre des négociations commerciales avec Taïwan intervient alors que l'administration Biden a jusqu'ici considéré que de tels accords, qui n'incluent pas de dimension tarifaire, ne requièrent pas une approbation par le Congrès. La Maison-Blanche n'a pour le moment pas indiqué si elle opposerait son veto au texte en cas d'adoption par le Sénat.

Brèves

- La Représentante au Commerce américaine (USTR) a [annoncé](#) le 16 juin avoir demandé au Mexique de vérifier que les droits des travailleurs d'une mine située sur son territoire étaient bien respectés. Il s'agit de la onzième utilisation par Washington du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), et de la première dans le secteur minier.
- Dans une [étude](#) publiée le 16 juin, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD) recommande le renouvellement « au moins pour une décennie » des dispositions de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA), programme de préférences commerciales octroyées par les États-Unis à 39 pays africains depuis 2000. L'AGOA, qui a été prolongé une première fois en 2015, expirera en 2025.
- L'USTR K. Tai s'est [entretenu](#) le 20 juin avec son homologue équatorien, le Ministre J.J. Prado. Ils ont notamment souligné leurs ambitions pour l'initiative de Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP), lancé en juin 2022 entre les États-Unis et onze autres pays de la région.
- Le 16 juin, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) l'organisation criminelle mexicaine Hernandez Salas, ainsi que plusieurs de ses membres, accusés d'avoir pris part à des activités de trafic d'êtres humains et de trafic de documents d'identité.
- Le 20 juin, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) deux citoyens Sud-Soudanais accusés d'être impliqués dans des actes de violence sexuelle au Sud-Soudan.
- Le 20 juin, l'OFAC a [annoncé](#) avoir trouvé un accord sur le versement d'une amende de 3,4 Md\$ avec la filiale lettone de la banque suédoise Swedbank AS, accusée de ne pas s'être conformée aux sanctions adoptées à la suite de l'invasion russe en Crimée.
- Le 21 juin, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le ministère birman de la Défense ainsi que deux institutions financières accusés de contourner les sanctions américaines en vigueur afin d'acquérir du matériel militaire.
- Le 21 juin, le Département américain du Commerce a [imposé](#) des mesures antisubventions préliminaires à l'encontre des importations chinoises d'acier pour emballage (allant jusqu'à 543 % pour l'entreprise chinoise Baoshan Iron & Steel Co. Ltd.).

Climat - Énergie - Environnement

4. Le Département de l'Énergie annonce l'octroi de 135 M\$ pour 40 projets de décarbonation de l'industrie

Le 15 juin, le Département de l'Énergie américain (DOE) a [annoncé](#) l'octroi de 135 M\$ répartis entre 40 projets visant à décarboner le secteur industriel, qui représente un tiers des émissions de gaz à effet de serre du pays. Les projets sélectionnés mettent l'accent sur la recherche et le développement de technologies transformatrices et innovantes dans plusieurs sous-secteurs à forte consommation d'énergie préalablement identifiés dans une feuille de route [publiée](#) par le DOE en 2022 (Industrial Decarbonization Roadmap) : produits chimiques (9 projets, 38,3 M\$), fer et acier (10 projets, 31,9 M\$),

agroalimentaire (3 projets, 11,4 M\$), ciment et béton (5 projets, 16,4 M\$). D'autres projets concernent le secteur du papier et des produits forestiers (6 projets, 16,2 M\$), ainsi que d'autres technologies transectorielles (7 projets, 20,4 M\$).

5. L'administration fédérale investit 77 M\$ pour moderniser le réseau électrique à travers le pays

Le 16 juin, le Département américain de l'Énergie (DOE) a [annoncé](#) que 7 États, 3 territoires tribaux et le District de Columbia avaient été retenus pour recevoir 77 M\$ au titre d'une 2^{ème} vague de subventions visant à renforcer le réseau électrique (*Grid Resilience State and Tribal Formula Grants*).

S'inscrivant dans le plan *Investing in America* du Président Biden et soutenu par la loi bipartisane sur les infrastructures (*Bipartisan Infrastructure Law*), ce programme doté de 2,3 Md\$ sur cinq ans permettra de renforcer la fiabilité du réseau électrique en le rendant moins vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux

catastrophes naturelles. La répartition des fonds sur le territoire est déterminée selon une formule tenant compte de facteurs tels que la taille de la population, la superficie du territoire, la probabilité et la gravité des risques considérés.

Transport et infrastructure

6. Amtrak publie son dernier rapport annuel sur le développement durable

Le 13 juin, la compagnie ferroviaire nationale de transport de passagers Amtrak a [publié](#) son rapport annuel sur le développement durable pour l'exercice 2022 (*FY22 Sustainability Report*).

Dans ce rapport, Amtrak rappelle son engagement à réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) à zéro d'ici 2045. Elle indique que celles-ci ont reculé de 14 % en 2022 par rapport à 2019, l'année de référence pré-Covid, grâce à la mise en œuvre de diverses mesures, notamment :

- (i) l'abaissement des consommations de diesel, par exemple en coupant les moteurs lorsque les trains sont à l'arrêt ;
- (ii) l'augmentation de la part des approvisionnements en énergie décarbonée, par exemple en favorisant le recours au diesel renouvelable en Californie ;
- (iii) l'amélioration de l'efficacité énergétique des éclairages, en privilégiant les technologies plus récentes de lampes LED.

7. Le Secrétaire américain aux Transports P. Buttigieg aborde la chaîne d'approvisionnement et la loi sur les infrastructures

Le 19 juin, en marge de la réunion des ministres des Transports du G7 au Japon, le Secrétaire aux Transports américain P. Buttigieg s'est [entretenu](#) avec une journaliste du média Bloomberg. A cette occasion, le Secrétaire a réaffirmé la volonté des États-Unis de « dérisquer et diversifier » la logistique mondiale, en particulier dans les secteurs des semi-conducteurs, des batteries et de leurs composants, compte tenu tant de leur importance dans les chaînes d'approvisionnement de l'industrie automobile que de leur forte concentration géographique à l'heure actuelle. P. Buttigieg a également exprimé son souhait de développer la coopération mondiale en matière climatique et environnementale pour atteindre les objectifs communs fixés pour 2050. Il a notamment évoqué le secteur de l'aviation, en se félicitant de la

coopération « remarquable » des États-Unis avec leurs partenaires du G7 pour décarboner ce mode de transport et développer les carburants durables. Interrogé à propos des infrastructures américaines et de leur « retard » concernant certains modes tels que le transport ferroviaire, le Secrétaire aux Transports a rappelé le volume sans précédent des financements fédéraux mis à disposition au titre de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), y compris au bénéfice d'Amtrak afin que la compagnie puisse renforcer son réseau actuel et développer de nouvelles dessertes. Les financements d'urgence déployés pour la remise en état de l'autoroute Interstate 95 à Philadelphie, lourdement endommagée par l'explosion d'un camion-citerne le 11 juin, ont également été mentionnés.

Brèves

- Deux commissions parlementaires chargées des Transports, l'une à la Chambre des représentants et l'autre au Sénat, ont récemment dévoilé leurs propositions de loi respectives dans le cadre du processus, prévu tous les cinq ans, de réautorisation des programmes et du financement de la Federal Aviation Administration (FAA). La Commission des Transports et des Infrastructures de la Chambre des représentants a d'abord [présenté](#) le 9 juin un projet de loi (H.R.3935) d'environ 104 Md\$, qu'elle a approuvé à l'unanimité le 14 juin, au terme de deux jours d'examen et de débats. Ce projet de loi vise notamment à améliorer les infrastructures essentielles pour les aéroports de toutes tailles, à simplifier certaines procédures administratives de la FAA, à renforcer le secteur de l'aviation et à encourager le déploiement rapide et sûr d'innovations technologiques. Entre-temps, la Commission du Commerce, des Sciences et des Transports du Sénat a [publié](#) le 12 juin un projet de loi distinct (S.1939), d'un montant d'environ 107 Md\$. Ce texte se donne notamment pour objectif de faciliter la modernisation des

systèmes logiciels et le déploiement de nouvelles technologies de gestion et de surveillance du trafic aérien, ainsi que la création d'un bureau chargé de l'innovation au sein de la FAA. Toutefois, son examen a été reporté en raison de désaccords prévisibles et bloquants autour d'une disposition, approuvée

dans le texte de la Chambre mais non incluse à ce stade dans le texte du Sénat, visant à abaisser le nombre minimal d'heures de vol à effectuer préalablement à l'obtention de la licence de pilote de ligne commercial, aujourd'hui fixé à 1500 heures.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA autorise deux entreprises à commercialiser de la viande *in vitro*

Le Service d'inspection et de sécurité des aliments (FSIS) du Département de l'Agriculture américain (USDA) a autorisé deux entreprises du secteur de la viande *in vitro* à vendre aux restaurants et aux consommateurs des produits à base de viande de poulet cultivée en laboratoire. Ces entreprises sont Upsides Foods et Good Meat, filiale de Eat Just. Les trois sites de production de ces entreprises ont reçu leurs certificats d'inspection, ce qui constitue la dernière étape du processus d'autorisation en matière de sécurité alimentaire auquel prenait part également la FDA.

Les entreprises prévoient de commercialiser dans un premier temps leurs productions dans des restaurants. Ainsi, Upside Foods va fournir le restaurant de San Francisco Bar Crenn, dont le chef a trois étoiles au guide Michelin, et Good Meat vendra ces premiers produits à base de poulet cultivé au célèbre chef J. Andrés qui les proposera dans un de ses restaurants de Washington, DC.

Cette avancée réglementaire intervient alors que l'industrie de la viande *in vitro* se prépare au *Farm Bill* de 2023, en quête de soutien pour son secteur naissant.

De grandes entreprises du secteur de la viande ont déjà investi dans cette industrie, Upside Foods étant soutenu par Cargill et Tyson Foods, tandis

que JBS prévoit de construire la plus grande usine de viande cultivée en laboratoire au monde en Espagne.

Cette approbation soulève une question importante pour le segment de la viande cultivée en laboratoire au sujet de la dénomination que doivent porter ces produits. L'USDA prévoit d'introduire une proposition de règlement sur l'étiquetage des produits à base de viande cultivée d'ici la fin de l'année 2023. Des entreprises comme Eat Just préfèrent le terme «cultivé» et leur produit, le poulet Good Meat, est actuellement étiqueté comme «poulet cultivé» à Singapour.

D'après U. Valeti, fondatrice et PDG d'Upside Foods «C'est un pas de géant vers un avenir plus durable». Toutefois les avis sont mitigés à ce sujet, comme l'illustre une récente [étude](#) de l'Université de Californie à Davis qui a démontré que l'empreinte carbone de la viande de culture était plus négative que celle de la viande issue de l'élevage en raison de l'énergie consommée pour sa fabrication. Par ailleurs, en réponse à l'affirmation que cette alternative à la viande produite en élevage est plus [éthique](#), les spécialistes et défenseurs de la cause animale rappellent que le processus de production requiert l'usage de sérum fœtal, lui-même obtenu par l'abattage de vaches gestantes puis la ponction cardiaque de la totalité du sang du fœtus.

Numérique et innovation

9. Les réflexions politiques autour de l'IA continuent de progresser aux États-Unis

Le chef de la majorité du Sénat américain, C. Schumer, a présenté mercredi une [proposition](#) pour réglementer l'intelligence artificielle afin de protéger la sécurité nationale tout en veillant à encourager l'innovation. Ce [plan](#), intitulé SAFE (*Security, Accountability, Foundations, Explain*), ne prévoit pas de demandes politiques spécifiques et ne définit pas les limites de l'«IA». Il invite plutôt les législateurs à entamer une réflexion commune

autour d'orientations stratégiques clés pour faire face à divers risques potentiels liés à l'IA, qu'il s'agisse de la sécurité nationale, de la perte d'emplois, de la désinformation, des préjugés ou des droits d'auteur.

Dans un discours appelant à la responsabilisation des entreprises qui développent l'intelligence artificielle, C. Schumer a déclaré que la vitesse à laquelle la technologie progresse exigeait également de renoncer aux méthodes habituelles de rédaction des textes législatifs. Au lieu

d'organiser des auditions, il demande au Congrès de convoquer une série de « forums de réflexion sur l'IA » réunissant des dirigeants du secteur technologique, des représentants du monde du travail et des détracteurs de la technologie.

Toutefois, des questions telles que la protection de la vie privée et la responsabilité continuent de diviser les législateurs à propos de l'IA. Au début du mois, les sénateurs R. Blumenthal (D-CT) et J. Hawley (R-MO) ont présenté un nouveau projet de loi précisant que l'article 230, qui empêche les plateformes d'être poursuivies pour des contenus générés par les utilisateurs, ne s'appliquerait pas aux contenus générés par l'IA. D'autres projets de loi, comme la loi ASSESS AI Act du sénateur M. Bennet (D-CO), obligeront les agences fédérales à revoir leurs politiques en matière d'IA et à formuler des recommandations au Congrès en vue d'une future législation. À la Chambre des représentants, les députés T. Lieu (D-CA-36) et K. Buck (R-CO-4) ont présenté mardi un nouveau projet de loi visant à créer une nouvelle commission fédérale chargée de recommander et d'établir de nouvelles règles pour l'IA.

L'agitation au Congrès s'inscrit dans la lignée des déclarations publiques du gouvernement fédéral sur l'IA. Mardi, le président J. Biden a rencontré des experts de l'IA mardi à San Francisco pour discuter des « énormes promesses et risques » de l'IA. De son côté, N. Fick, ambassadeur itinérant pour le cyberspace et la politique numérique, a [déclaré](#) mercredi lors d'un forum de l'Institut Hudson que les États-Unis devraient créer une coalition de pays pour empêcher la Chine de voler la propriété intellectuelle et de progresser dans le domaine de l'intelligence artificielle. En parallèle, la Federal Communications Commission et la National Science Foundation ont [annoncé](#) mardi leur intention d'organiser le mois prochain un atelier sur les « opportunités et les défis de l'intelligence artificielle pour les réseaux de communication et les consommateurs ».

Ces initiatives soulignent le niveau croissant d'intérêt et d'inquiétude à l'égard de cette technologie à Washington, alors que les

investissements dans l'IA croissent dans la Silicon Valley.

Brèves

- Le commissaire européen chargé de l'application du nouveau texte européen sur les contenus en ligne (DSA), T. Breton, s'est rendu à San Francisco pour s'assurer que les plateformes comme Facebook, Instagram et Twitter sont prêtes à le respecter. Il devait rencontrer en particulier M. Zuckerberg, le patron de Meta ainsi qu'E. Musk, le patron de Tesla et Twitter.
- La Federal Trade Commission (FTC) [poursuit](#) Amazon pour avoir inscrit des clients à son programme Prime sans leur consentement et pour avoir rendu difficile l'annulation de leur abonnement. Plus précisément, la FTC décrit comment le processus de paiement d'Amazon présenterait aux clients plusieurs options d'abonnement à Prime, ce qui rendrait difficile la recherche de l'option permettant de terminer simplement l'achat. La Commission affirme également qu'Amazon obligeait les clients à passer par de nombreuses étapes inutiles avant de pouvoir se désinscrire du programme.
- Gannett, le plus grand éditeur de journaux des États-Unis, a [accusé](#) Google et sa société mère Alphabet de maintenir un monopole illégal sur l'espace publicitaire, faisant baisser les prix que les éditeurs peuvent demander pour la publicité. La plainte de Gannett, déposée devant le tribunal fédéral de New York, est le dernier procès en date lancé contre Google sur ce front, après les actions du ministère américain de la justice, du gouvernement australien et même d'un groupe de petits hebdomadaires de Virginie-Occidentale.
- Selon la dernière [étude](#) de données de Crunchbase pour le 1er semestre 2023, quatre tendances se dessinent en matière de levées de fond pour les pre-seed et les seed : l'IA générative, la production d'énergie, le e-sport et la recherche d'emploi.

Santé

10. PhRMA s'associe à des groupes de patients et de fournisseurs pour poursuivre l'administration Biden au sujet des négociations sur les médicaments

La principale organisation de lobbying de l'industrie pharmaceutique a [déposé](#) hier la quatrième plainte contre la loi démocrate qui, dans le cadre de l'*Inflation Reduction Act*, donne à Medicare le pouvoir de négocier les prix de certains

médicaments, cette fois devant un tribunal de district du Texas.

Le procès, intenté par la Pharmaceutical Research and Manufacturers of America (PhRma), la National Infusion Center Association, groupe de prestataires de soins basé à Austin, au Texas et la Global Colon Cancer Association, une association de patients, soutient que la loi est inconstitutionnelle pour plusieurs raisons. Les plaignants affirment qu'elle viole : la séparation des pouvoirs en déléguant trop d'autorité au ministère de la santé et des services sociaux ; la procédure régulière en refusant aux entreprises pharmaceutiques de participer au processus de fixation du prix des médicaments ; et l'interdiction du huitième amendement sur les amendes « excessives », étant donné la lourde taxe d'accise que les entreprises doivent payer si elles refusent de négocier.

Cette action en justice de PhRMA a été précédée par celles intentées au début du mois par Merck, la US Chamber of Commerce et Bristol Myers Squibb. Les quatre plaintes ont été déposées devant des tribunaux qui relèvent de différentes circonscriptions judiciaires, maximisant ainsi la probabilité de retard pour l'entrée en vigueur de la loi.

Le gouvernement américain [souhaite](#) annoncer les noms des 10 premiers médicaments de Medicare Part D soumis à des négociations de prix d'ici le 1er septembre 2023, et faire en sorte que les prix négociés pour ces médicaments entrent en vigueur en 2026.

11. Cinq enseignements majeurs ont été établis lors d'un sommet organisé par Politico consacré aux enjeux en matière de santé aux États-Unis

Des représentants du gouvernement, des régulateurs et des experts en politique de santé se sont [rassemblés](#) pour un sommet organisé par Politico, le 6 juin 2023 consacré aux enjeux de santé aux États Unis.

Le constat général est que les États-Unis sont en passe de clôturer l'urgence sanitaire liée au Covid et qu'ils ont appris à se préparer aux pandémies et continueront de s'appuyer sur des innovations technologiques pour améliorer la qualité des soins. Les défis demeurent les coûts des soins de santé, la désinformation en matière de santé, les disparités raciales en termes d'accès aux soins, le traitement de la santé mentale et la toxicomanie.

Parmi les 5 enseignements majeurs :

(i). Il est peu probable que le gouvernement répète le succès de l'opération « Warp Speed » [partenariat public-privé du gouvernement fédéral des États-Unis en 2021 pour faciliter et accélérer le

développement, la fabrication et la distribution de vaccins thérapeutiques et diagnostics contre la Covid-19 – son financement global s'élevait à 18 Md\$]. Selon le secrétaire d'État à la santé, X. Becerra, les possibilités selon lesquelles l'administration Biden pourrait réitérer l'opération Warp Speed dans le développement de la prochaine génération de vaccins Covid-19, sont minces, à moins « que le Congrès n'accorde beaucoup plus d'argent à cet axe de santé ». A ce stade, le récent accord sur le relèvement du plafond de la dette a préservé un financement d'environ 5 Md\$ pour le projet NextGen, qui vise à développer de nouveaux vaccins et traitements contre le Covid.

(ii). La crise des opioïdes pourrait s'aggraver considérablement. R. Gupta, directeur du Bureau de la politique nationale de contrôle des drogues de la Maison Blanche, a déclaré que le nombre d'overdoses mortelles pourrait atteindre 165 000 par an d'ici 2025, soit environ 55 000 de plus que l'année dernière. Dans le même temps, il a déclaré que si les décisions du président Biden pour faire face à la crise sont mises en œuvre - comme le financement des traitements pour les personnes incarcérées et l'expansion des traitements par télésanté - le nombre de personnes qui meurent chaque année pourrait être réduit de moitié.

(iii). L'intelligence artificielle pourrait profondément modifier les soins de santé, à condition toutefois de l'adoption de normes et d'un cadre réglementaire.

H. Jain, responsable de la santé publique et vice-président de Palantir Technologies, a notamment déclaré qu'il était fondamental d'établir un ensemble de lignes directrices très claires afin de s'assurer que l'IA soit utilisée de manière impartiale, notamment en termes de genre ou de race, et a appelé à une coordination entre le gouvernement fédéral et l'industrie, afin d'établir un cadre pour l'ensemble des États américains. S. Thyme Klinger, directrice juridique de Moderna, a valorisé l'importance de l'IA pour accélérer le développement de vaccins et pour aider les fabricants de médicaments à recruter une population plus diversifiée dans les essais cliniques.

(iv). Les disparités raciales restent un défi majeur pour la santé publique. Le député J. Bowman (D-N.Y.) a déploré la persistance des disparités raciales en matière de santé, qui, pour être combattues, nécessiteront une « législation en transformation continue ».

(v). Les démocrates sont en conflit ouvert contre l'industrie pharmaceutique. D. Dingell, députée du Michigan, fait partie des démocrates qui ont fustigé le fabricant de médicaments Merck pour avoir

intente un procès afin de bloquer les négociations sur les prix des médicaments de Medicare, ordonnées par le Congrès dans le cadre de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) de l'année dernière.

Brèves

- Le 1er juillet 2023, la Géorgie [deviendra](#) le premier État fédéré au cours des cinq dernières années, à assortir Medicaid d'exigences en matière de travail. La Géorgie entamera l'extension partielle de Medicaid,

prévue dans le cadre de l'Obamacare. Le nouveau programme prévoit d'étendre la couverture Medicaid (programme d'assurance maladie financé par le gouvernement) aux personnes qui gagnent moins de 30 000 dollars pour une famille de quatre personnes (niveau considéré comme le niveau de pauvreté fédéral). La plupart des bénéficiaires devra alors effectuer 80 heures de travail, de formation, de bénévolat ou d'éducation par mois pour rester couverts.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'inscrire](#)